

# Dans la ronde de l'énergie du commun: la puissance de la périphérie dans le chemin de la radicalisation de la démocratie

Eduardo Alves

| Brésil |

traduit par Déborah Spatz

## Du COMMUN à la Politique

**C**ommencer avec la conceptualisation du COMMUN est l'ouverture choisie ici. Dans

le livre **Bien-être commun**, écrit par Michael Hardt et Antonio Negri, publié au Brésil par la Maison d'édition Record en 1996, on retrouve la formulation suivante :

« Avec le terme « commun » on se réfère d'abord, à la richesse du monde matériel - l'air, l'eau, les fruits de la terre et tous les autres dons de la nature -, ce qui est généralement considéré dans les textes politiques européens classiques comme étant l'héritage de l'humanité comme un tout, qui doit être partagé par tous. Plus encore, on considère aussi comme faisant partie du commun, les résultats de la production sociale nécessaire à l'interaction sociale et pour plus de production, comme les connaissances, les images, les codes, l'information, les affections et ainsi de suite. Ce concept de commun ne sépare pas l'humanité de la nature, qu'elle soit exploratrice ou gardienne, on se concentre avant tout, sur les pratiques de l'interaction, au soin et à la cohabitation d'un monde commun, tout en mettant en avant les formes bénéfiques du commun et en limitant ce qui peut porter

préjudice.<sup>1</sup> Traduction libre »<sup>2</sup> Hardt, Michael. Bem-estar comum . Record. Edição e-book Kindle.

Avec tout ça, le COMMUN est présenté comme toute la nature et avec le travail humain qui la transforme et qui détruit également toute la relation entre les hommes et les femmes dans le processus de production social de la vie. Ainsi, les personnes humaines se font êtres sociaux et politiques, ils se constituent comme **Zoon Politikon**<sup>3</sup> **L'homme comme un animal politique, en d'autres termes, ce qui fait l'homme dans ses relations avec d'autres hommes.** , l'héritage de la définition aristotélique. Ce qui importe, c'est d'attirer l'attention vers la relation entre les personnes en société dans le processus créatif tourné vers la transformation de la nature, dans la relation entre les personnes en recherche de satisfaction de leurs nécessités matérielles et spirituelles, et dans ce sens, la réalisation humaine pleine. Ce qui fait tourner le commun dans les désirs humains les plus profonds.

La nature et toute la relation humaine dans sa transformation dans le chemin de l'agrandissement de la vie, tout ce qui implique la transformation des choses et même la transformation des propres personnes, forme ce grand COMMUN et indique des chemins pour aboutir également à des espaces communs de relations et d'altérations positives dans la vie en société. On parle d'actions unifiées pour sauver le processus d'appropriation, de production et de cohabitation socioculturelle, qui historiquement, font pivoter/tourner les personnes. En d'autres termes, les personnes pivotent dans le commun, dans la nature, la relation avec différentes personnes, parce que c'est le mouvement de relation entre les personnes et de transformation de la nature qui permet au commun d'être construit comme une sphère fondamentale pour la vie.

Mais voilà que dans ce processus, plusieurs questions sont présentées : la première traite de la formation sociale et des personnes qui se constituent comme telle dans un processus de relations avec les autres êtres humains. Dans le processus de production plus profond du travail et dans l'identité socioculturelle qui doit être construite. La deuxième question traite du processus de connaissance, du sauvetage nécessaire et profond de ce qui est accumulé pour comprendre, organiser, nier et surmonter les processus collectifs. Dans ce second aspect, la pédagogie du vivre ensemble est très importante, construisant de sensibilités et

des connaissances communes pour élargir la vie dans la plus profonde cohabitation avec toute la pluridiversité qui existe.

Il y a un autre aspect très important, dans cette réflexion, lorsqu'il confronté au COMMUN. C'est l'appropriation historique de la nature par certains et l'organisation politique qui maintient et approfondit une telle organisation. Elle crée des défis fondamentaux pour avancer sur le chemin d'autres relations sociales. Comment est appropriée, modifiée, organisée la nature, tant d'un point de vue du travail, que du point de vue politique. Elle présente également des questions centrales pour la réflexion faite ici. L'appropriation de la nature, en prenant en compte les personnes qui font partie d'elle, n'est pas un mouvement de naturalisation, et encore moins d'épuisement. Il s'agit de l'élargissement de la puissance humaine créatif dans tous ses aspects et ses dimensions.

Cela indique également les voies politiques qui doivent être parcourues, construites et conquises. Le public, l'État, tout le secteur privé, souvent qualifié de marché (comme on va le voir dans la citation à suivre, il se mélange aussi à l'État), influencent directement la vie dans la *polis* et se présentent comme un obstacle à la conquête et à la construction d'une citée de droits. Dans ce sens, on présente pour telle réflexion, ce que Pierre Dardot et Christian Laval ont écrit dans le livre *Commun - Essai sur la Révolution au XXIe siècle*, publié au Brésil en 2017, par les éditions Boitempo :

« (...) c'est l'État qui a remis les transports publics dans les grandes villes au secteur privé. C'est aussi l'État qui, à Istanbul, a privatisé les espaces urbains aux bénéfices des grandes entreprises immobilières, et c'est toujours l'État, qui, en Éthiopie, concède aux multinationales les terres dont il est l'unique propriétaire, avec des contrats d'une durée de 99 ans. Le régime de propriété privée a été fragilisé au XIXe siècle par les grandes manifestations socialistes, tant il était difficile de justifier l'appropriation des fruits du travail des salariés ».<sup>4</sup> Dardot, Pierre. *Commun: Ensaio sobre a revolução no século XXI*. Editions Boitempo. Edition pour Kindle.<sup>5</sup> Traduction libre

Cela dit, il est très important de construire l'importance de la différenciation entre le *publique* et l'*État*, en sachant que « remettre au secteur privé », ne transforme pas l'État en

environnement privé puisque un tel processus est réalisé par un groupe qui détient le pouvoir du COMMUN et qui organise ses propres objectifs grâce à l'État. Ce qui montre le caractère privé de l'État. Et c'est dans ce sens, et pas seulement dans les processus de privatisation, que nous pouvons comprendre par caractère particulier et privé, et non public ! - de l'État. Ainsi, l'État se privatise aussi dans la mesure où il ne s'occupe pas seulement des intérêts des secteurs financiers, industriels et des oligarchies financières, mais aussi des intérêts des oligarchies politiques qui détiennent le contrôle et le pouvoir hégémonique de l'État.

L'État occupe social- et historiquement le rôle central dans la superstructure juridico-politique, en assumant, entre conflits et contradictions en son sein, la tâche hégémonique d'organiser les intérêts de la domination, de la concentration et de la centralisation de la richesse socialement produite pour les intérêts des oligarchies financières dominantes. C'est cela qui fait la privatisation de l'État, de par son contenu et par sa fonction sociohistorique. Ainsi, *État* n'est pas synonyme de *public*, en d'autres termes, ce qui est étatique n'est pas forcément *public*. Cela signifie dire que les politiques étatiques ne sont pas obligatoirement publiques, même si, du point de vue juridique, et aussi idéologique, elles sont considérées comme telles. C'est également pour ça que les processus de privatisations, comme énoncés par les auteurs précités<sup>6</sup> Pierre Dardot et Christian Laval., dans la mesure où ils transforment la propriété étatique en propriété privée, consolident juridiquement - et donc seulement phénoménalement - un contenu qui, dans la forme de l'économique et du politique, se réalise déjà dans la chose publique, puisqu'il s'agit d'une chose étatique, dans les termes cités ici. Et c'est exactement pour ça que la *res étatique* ne peut être vue conceptuellement et socialement comme la *res publique*, tout comme la forme juridico-politico-idéologique d'organisation des choses et de la vie politique ne peut être connue seulement pour son aspect phénoménal, étant, de son côté - et non par simple contexte ou dérivation - , son propre contraire.

Il s'agit d'un cheminement pour la radicalisation de la démocratie qui exige de construire dans l'État existant et connu des interstices publics créés par les organisations dans la société civile. De tels ensembles collectifs possèdent les caractéristiques nécessaires à l'action critique et transformatrice. Cependant, pour cela, il est nécessaire d'unifier la pluridiversité existante, grâce à la pédagogie du vivre ensemble, en élargissant la puissance

déjà existant dans les périphéries, des personnes qui forment ce grand territoire et en construisant de interstices qui avancent de manière assertive dans la radicalisation de la démocratie. On voit dans ce mouvement l'importance de la formation qui prend la fonction d'organiser la connaissance historiquement accumulée et, grâce à des études critiques, qualifiées et collectives, avancer vers l'élargissement et le dépassement de ces connaissances. Le défi d'approfondir au maximum la connaissance pour transformer, en actions collectives de formation et de mobilisation qui pointent des actions révolutionnaires au XXIe siècle, se met en place.

La deuxième réflexion traite de la *polis* à proprement parlé, en d'autres termes, la manière dont se fait la réflexion des personnes, de différents secteurs de la société - organisés ou non ! - en participant de la vie politique. Plus précisément, on fait référence à la réflexion sur la manière dont se réalise la participation des personnes et de leurs organisations, celles la société civile, dans la vie de la polis, autrement dit, l'organisation formelle et réelle des processus de décisions pour les chemins de la vie commune en société. Dans ce sens, la politique étatique ne sera que publique quand ces sujets de la société civile - les collectifs, les organisations, les associations, etc. - formeront, de facto, les sujets qui auront une incidence sur ce processus, une situation qui doit être abordée par les propres organisations de la société civile. Pour que les interstices de l'État soient conquis, les secteurs de la société civile en contradiction ou antagonistes aux oligarchies ont comme défi de les ouvrir. Ce processus, à son tour, crée par des contradictions dans l'État qui, pour cela, exige de ces secteurs, la construction et l'élargissement d'organisations qui produisent des intrants pour le processus de formation et de mobilisation des personnes, les transformant toujours un peu plus profondément en sujets collectifs ayant la capacité et la force d'opérer de telles actions. Un processus qui, en même temps qu'il fait tourner une grande bobine de fils politiques, active la politique pour faire se mouvoir, favorablement à ces sujets, l'accès, le contrôle et l'utilisation du commun pour satisfaire les nécessités matérielles et spirituelles des personnes - et plus et exclusivement celles des oligarchies. Comme l'affirment Hardt et Negri : LE COMMUN est dynamique, pas seulement la Nature que nous devons partager mais aussi les connaissances que nous créons, les pratiques sociales que nous construisons, les modes de sociabilités que définissent les relations humaines.

Et dans ce sens, il est nécessaire de reprendre le concept de *polis* d'Aristote. Pour lui, la

*polis* n'était pas nécessairement la citée. Mais bien la construction d'une communauté de sentiment, d'appartenance dans ses différences mais avec la vertu de la construction du commun. Et dans ce sillage, le sentiment commun est atteint dans la construction de communautés de sentiment qui disputent l'hégémonie de l'existence humaine individualiste imposée par le capitalisme. Ainsi, *polis* et citée ne sont pas synonymes. C'est la *polis* la communauté de sentiment qui vient du parler et de l'agir en commun. Et son espace/temps démarqué de réalisation provient des sujets qui vivent ensemble, et qu'il en soit ainsi. La *polis* est un parcours sociopolitique de relations que les sujets établissent en eux et qui n'existent seulement pendant que certains se présentent aux autres par leurs actions et leurs discours. Et ils élaborent ainsi la reconnaissance de la pluralité humaine, avec toutes ses différences instituant. La *Polis* est un projet radical de démocratie et, évidemment, du commun comme ses espaces de réalisations en permanente affirmation des différences.

### **La société civile et le Pouissance de la Périphérie**

Dans l'espace d'organisation de la société civile, malgré tous ses conflits, ses différences et sa pluridiversité d'esthétiques, s'insère le défi, enfin, de la pédagogie de la cohabitation, autrement dit, de cohabiter dans la diversité pour la construction de cette unité. Non pas dans le sens d'éliminer les différentes, mais, au contraire, dans celui de consolider l'existence de cette diversité comme un horizon de projet politique dans la *polis*, dans celui de la réalisation des nécessités pleines de ces sujets dans leur profonde différence et diversité. Dans ce cheminement de l'organisation de la société civile comme sujet central de la *polis*, de l'élargissement de la pédagogie du vivre ensemble et de son unité dans la diversité, la *polis* pourra surmonter, d'un côté, l'esthétique de guerre et de l'autre, rendre l'étatique, toujours un peu plus, *publique*. La radicalisation de la démocratie consiste, ainsi, en un processus de transformation de la *res* étatique privée en *res* publique, en ayant pour sujet de cette voie la société civile organisée, comme la centralité palpitante des sujets de la périphérie. En d'autres termes, radicaliser la démocratie, c'est le processus dans lequel les sujets organisés de la société civile deviennent les sujets centraux de la *polis*, des sujets qui décideront, en ayant une participation pleine et sans restriction, des chemins de la vie commune en société. Radicaliser la démocratie signifie avoir comme nouveau sujet central de la vie politique - et non plus comme objet - les personnes et la société civile : c'est seulement de cette manière que la *res* étatique-privatisée deviendra, à une échelle toujours

plus grande, une *res* publique. Et dans ce processus, le COMMUN privatisé tend à devenir, également et toujours plus, public, en ayant une incidence directe sur le dépassement des inégalités sociales. De cette manière, l'objectif fondamental de la radicalisation de la démocratie, comme forme d'organisation de la *polis*, est le dépassement toujours plus grand des inégalités sociales, dans sa diversité et dans ses différences structurelles et institutionnelles : son objectif nucléaire consiste en le dépassement des inégalités à toutes les échelles pour élever la condition humaine et pour faire valoir la puissance humaine créatif. C'est pour cela que nous pouvons affirmer que, dans ce processus organisationnel, la pédagogie du vivre ensemble se présente comme un aliment fondamental pour que l'action formative des personnes, en processus d'individualisation collectif, permette la connexion de diverses lignes qui constituent le volume de la grande bobine de la vie.

La conquête de la république, aussi importante qu'un fil conducteur de la connexion de multiples points se rencontrant dans la radicalisation de la démocratie, met nécessairement la transformation du COMMUN en propriétés comme appropriation et organisation toujours plus collective et des personnes en sujets puissants de cette réalisation. Marx, dans Guerre Civile en France, nous présente, avec clarté, la formation de la république, ce fait qui donne de l'impulsion à plusieurs maillons de la formation sociale dans laquelle la démocratie se radicalise, quand il affirme que « la République n'est possible qu'en tant que République éminemment sociale ». Autrement dit, quand les personnes se positionnent en tant que sujets pour constituer un tel environnement et pour que la ronde du public soit favorable dans la vie des personnes, dans toutes dimensions de liberté.

Cette voie qui apporte des possibilités de grands changements, se construit ainsi, comme un processus révolutionnaire dans le monde contemporain. Dans ce processus, il est importants que les regards se tournent vers la connaissance, dans un processus puissant et collectif de formation politique continue, s'opposant, toujours plus, aux phénomènes ou aux narratives sans engagement avec la pluralité du monde de la vie, orientées vers le maintien du pouvoir existant. Ce mouvement met en place le défi, comme dans cet article, de ne pas conformer les formes juridiques qui séparent le privé et l'État, de ses contenus politiques et économiques réels qui placent le public et le marché sur des chemins profondément contradictoires et distincts.

Pour faire face à ça et continuer dans cette voie, pour passer au-delà des disputes électorales, le défi de la société civile est de s'organiser, par la mobilisation et la formation, en s'alliant aux sujets en contradiction avec ce modèle. Il est fondamental d'avoir des points d'appui au sein de l'État, qu'ils s'agissent d'espaces conquis via le processus électoral ou au sein d'autres espaces déterminés par les différentes formes de méritocratie. Mais de tels agents « élus ou ayant passé un concours » qui travaillent dans la sphère politique de l'État, sont des points de connexion avec les sujets collectifs construits dans la société civile qui sont sur le chemin du paradigme de la puissance et agissent comme l'élément commun pour l'élargissement de la dignité humaine. Et dans ce sens, tous les éléments d'inclusion, comme les cotes, les espaces accessibles aux personnes handicapées, les différentes actions ayant pour objectif de renforcer la participation de sujets fondamentaux, dans l'État ou dans les Universités, s'ajoutent politiquement aux contenus favorables à ce processus. Ils sont importants pour franchir des barrières de dissuasion et contribuent à avancer dans les nations contre le patrimonialisme institutionnel si présent dans la formation de l'État au Brésil.

Il est fondamental d'avoir la compréhension que c'est ce qui est le COMMUN qui est en jeu : la Nature et tout ce qui est produit ou le produit du travail, de la circulation des marchandises à la production du savoir composent une sphère commune qui ne se matérialise pas, dans la société actuelle, comme quelque chose de COMMUN.

Le grand défi est donc celui de l'élargissement et du renforcement des organisations de la société civile, spécifiquement de celles qui sont constituées par des personnes en contradiction avec le modèle de société qui prédomine mondialement, dans lequel les personnes sont objets et non pas sujets. C'est le chemin écrit sur les pierres, il faut parier sur des formations et sur la mobilisation pour conquérir et affirmer des droits partagés par tous. La dispute existante pour l'hégémonie indique la construction de la *polis*, ce qui se fera dans le grand sillage de la radicalisation de la démocratie. Il s'agit d'un processus qui unit les grands secteurs en contradiction avec l'ordre en vigueur et qui possède en périphérie, les sujets stratégiques de cette marche nécessaire et fondamentale, en faveur de la vie de toutes ses dimensions humaines.

### **Considérations loin d'être finales**

Les personnes possédant la centralité dans la société, en tant qu'organisations présentant des vigoureuses énergies de transformation et qui constituent un territoire immense et pluriel, sont les sujets des périphéries ou de la périphérie. C'est ce qui importe le moins, dans ce cas. Milton Santos, dans le livre *Território, territórios: Ensaio sobre o Ordenamento Territorial* [Territoire, Territoire: essais sur l'Aménagement Territorial], publié par la maison d'édition Lamparina, a présenté une vigoureuse définition de territoire : « Le territoire c'est le lieu vers lequel débouche toutes les actions, toutes les passions, tous les pouvoirs, toutes les forces, toutes les faiblesses, c'est là où l'histoire de l'homme se réalise pleinement, à partir des manifestations de son existence ». En d'autres termes, les personnes sont la centralité et dans ce cas, on refuse d'utiliser le terme périphérie comme un synonyme de périphérique, quelque chose de secondaire, un simple complément et parfois nécessaire. C'est sur les personnes qui forment le grand territoire de la périphérie que se répercutent le plus grand et plus brutal poids des inégalités. En même temps qu'il se manifeste par la voie de la solidarité et des actions créatives, via la solidarité et des actions créatives, que ce soit par l'art et toutes les créations culturelles, la puissance humaine, à plus haute échelle de la réalisation des conditions actuelles. De telles personnes sont l'étendard de la révolution (révolution qui n'est pas synonyme de guerre ou de n'importe quelle type de confrontation guerrière) dans le monde contemporain. Ce sont elles, les personnes, les sujets de la périphérie et elles forment, collectivement, un mouvement en spirale de l'individualisation progressive, comme ce puissant sujet transformateur. La pédagogie du vivre ensemble est le chemin sur lequel ce grand sujet collectif, motivé par l'énergie du commun - et non pas par les autocollants de l'État et du Marché - peut contribuer pour unifier toutes les organisations de personnes qui vivent dans les contractions les plus diverses, comme l'appropriation du COMMUN pour peu de personnes. Ainsi, il exige un chemin de transformation intense et qualifié en faveur de la vie pleine, dans laquelle la connaissance critique et l'organisation solidaire sont des ingrédients pour les défis établis dans l'époque actuelle. Et dans ce processus, marcher sur la voie du public est un élément déterminant pour la radicalisation de la démocratie, qu'il s'agisse du processus de formation des sujets, de l'agrandissement de la puissance humaine créatif, ou de l'élévation de la vie vers la condition plus profonde de sa plénitude.

---